

pris par le vote de cette loi de l'enseignement supérieur, qu'on devrait plutôt appeler la loi de l'enseignement inférieur. (Hilarité.)

D'ailleurs, je ne la redoute pas, cette loi, au point de vue de la rivalité et de la concurrence avec l'enseignement de l'Etat, si son application devait purement et simplement se borner à une sorte de concours entre les professeurs et les élèves, vous pouvez croire que je m'abstiendrais de toute espèce de critique, car d'avance, je suis parfaitement rassuré sur l'issue de la lutte, sur le caractère des vainqueurs et sur les titres des vaincus. (Rires.)

Mais là n'est pas ma préoccupation d'homme politique, et je dois vous dire, mes chers concitoyens, ce que cette loi provoque d'inquiétudes dans mon esprit. C'est que, si peu nombreux que soient les élèves qui suivront le nouvel enseignement, ils seront élevés dans la haine de la France moderne, dans la haine des principes de justice qui forment la base de notre droit national. Ils seront élevés, chez nous, comme des étrangers; ce seront des émigrés et des esprits hostiles qu'on formera à l'intérieur; on sèmera là un germe de discord et de division qui, ajouté aux autres, ne pourra produire que la catastrophe et la ruine! (Profonde sensation.)

Et alors, au nom du libéralisme vrai, au nom des intérêts de la patrie, je dis que cette loi est mauvaise.

M. TRÉPAILLON, président du bureau. — M. le commissaire de police, présent à cette réunion, me charge de dire à M. Gambetta qu'il n'a pas le droit de parler contre la loi de l'enseignement supérieur. (Mouvement.)

M. GAMBETTA. — Je répondrai que mon intention n'est pas de parler contre la loi de l'enseignement supérieur, que je me propose de faire abroger. (Marques unanimes d'assentiment et d'applaudissements répétés.)

J'ai donc le ferme espoir que, lorsque cette question sera posée dans quelques jours aux collèges de France, elle rencontrera une majorité suffisante pour ramener la France à la vérité de sa tradition; car, remarquable, ces conquêtes de l'esprit clérical n'ont jamais été possibles parmi nous, à aucune autre époque.

Sous la monarchie, l'Etat défendait énergiquement ses prérogatives; sous la République, il en était de même, cela va sans dire, et il a fallu un jour de confusion pour arracher à nos législateurs une loi qui, véritablement, n'est pas française. Elle est romaine. (Applaudissements prolongés.)

Je veux passer au sujet, puisque son examen soulève quelques susceptibilités; mais je dis que ce n'est pas seulement au point de vue intérieur que cette question a un côté grave, elle est grave aussi au point de vue extérieur; car si vous jetez un regard sur l'Europe, qu'y voyez-vous? Et quand je dis l'Europe, je ne parle pas de l'Europe, je parle du monde. En effet, les préoccupations de cette nature s'étendent de Londres à New-York et de Berlin à la Maison-Blanche. En Angleterre, c'est M. Gladstone qui pousse un cri d'alarme. Aux Etats-Unis, c'est le président Grant. C'est l'Allemagne, c'est l'Italie, c'est l'Espagne, c'est tout le Nord de l'Europe, c'est la Russie. Partout on s'en préoccupe. Partout vous voyez la propagande à laquelle s'associent les gouvernements et les citoyens contre quoi? Contre l'envahissement de l'esprit ultramontain.

Je dis donc qu'il y a là un danger qui a atteint son maximum de gravité surtout sous le régime de la dernière assemblée. Ce danger, c'est de favoriser les calculs de ceux qui ne nous aiment pas. Ce danger, c'est de permettre à ceux-là de présenter la France à l'Europe comme le dernier asile de la domination clérical, comme le dernier refuge de l'esprit du Vatican. Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

— Ce danger, c'est de permettre que cette glorieuse nation, la France, qui a inauguré dans le monde la libre pensée, qui a eu les trois, seizième et dix-huitième siècles, qui est la nation libre, joyeuse et libre, qui a la patrie du Voltaire, puisse être représentée au dehors comme le dernier asile de l'esprit ultramontain et théocratique. Il nous faut dissiper ces rêves malsains et, une fois débarrassés de ces appréhensions que les uns entretiennent et que les autres croient dans le but d'acquiescer et de désolider la France, il faut que la prochaine assemblée, celle que vous allez nommer vous-mêmes le 20 février, se lève devant le monde et dise: Me voilà! Je suis toujours la France du libre examen et de la libre pensée! (Salves d'applaudissements.)

nateur ou comme membre du corps législatif; néanmoins, il était de toute nécessité de barrer le chemin au prince Napoléon qui, dans ces derniers mois, affectant des dispositions moins radicales, a rallié autour de lui un certain nombre de républicains modérés en Corse. Alors on a décidé que le chef du parti bonapartiste, M. Rouher lui-même, devait se débattre et se porter candidat à la députation pour Ajaccio.

Depuis longtemps déjà il existe à Ajaccio deux journaux: l'un, l'*Aigle*, organe de M. Rouher; l'autre, le *Patriote*, appartenant au prince Napoléon. Pour activer la politique militante à Ajaccio, le comité bonapartiste y a envoyé le célèbre Jules Amigou, l'ex-défenseur de Rossell; il reçoit 750 fr. d'appointements par mois.

Mais la victoire ne paraissait pas certaine aux amis de M. Rouher, ils ont voulu créer un organe républicain sous ce titre: la *Solidarité républicaine*, au coup imprimeur, à Ajaccio, n'ayant consenti à se charger de l'impression, on avait décidé de le publier à Bastia, et dans ce but, le comité bonapartiste y a envoyé le citoyen Ceccaldi, ancien préfet du 4 septembre à Ajaccio, tout allât pour le mieux, lorsque les derniers froids et bourrasques ont fait voir que les numéros de la *Solidarité*, imprimés à Bastia ne pouvaient arriver à Ajaccio que deux jours après leur publication.

Enfin le comité bonapartiste vient de recevoir de M. Ceccaldi l'avis qu'il est obligé de renoncer à la publication du dit journal, mais qu'il persiste à se porter candidat contre le prince Napoléon pour reporter au deuxième tour de scrutin ses voix sur M. Rouher.

Les conservateurs du 9^e arrondissement à Paris n'ont pu encore trouver un candidat à opposer à M. Thiers; beaucoup s'abstiennent.

L'ex-président attend le résultat des élections législatives pour faire son choix entre le Sénat et la Chambre des députés.

On m'écrit de Venise, sur le lac de Genève, que le trop célèbre peintre Courbet est gravement malade; l'œdème des jambes augmente.

Un autre de nos peintres distingués, Albert Levy, dont un *Jupiter* et un *Christ* ont été remarqués à la dernière exposition, se meurt de phthisie.

Le monde financier ne se préoccupe et ne s'inquiète pas de toutes les extravagances qui se débilitent dans les réunions électorales; on remarque la présence du comptant dans les achats, ce qui donne beaucoup de fermeté à la Bourse.

Las de ne pas avoir de renseignements sur le paiement ou le non paiement du coupon de la dette péruvienne, quelques bulletins financiers attirent l'attention, avec une certaine insistance, sur le stock de guano entre les mains des concessionnaires, comme étant un gage dont les porteurs de fonds péruviens pourraient tirer parti.

D'un autre côté, on annonce que le Président de la République péruvienne vient d'envoyer en Europe M. Riva-Aguise, ancien ministre, résident à Bruxelles, muni de pleins pouvoirs pour négocier un emprunt.

La Chambre des agents de change, vient d'admettre aux négociations de la Bourse au comptant et à terme:

1^o Les obligations de la Banque centrale du crédit foncier de Russie (5^e série).

2^o Les obligations nouvelles, émises par la compagnie des chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante.

3^o Les actions de la compagnie houillère de Graigola-Morthyr.

DE SAINT-CHERON.

BULLETIN ECONOMIQUE

COMPAGNIE DU NORD. — L'assemblée générale du 7 a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions à son ordre du jour, c'est-à-dire toutes les conventions avec l'Etat et les traités relatifs à la reprise, par la Compagnie, de l'exploitation d'un certain nombre de lignes des Compagnies du Nord-Est, de Lille à Valenciennes et de Lille à Béthune et à Bully-Grenay.

avant de table. Finissez de déjeuner à votre aise; moi, je vais au presbytère, voir notre vieux curé.

Elle sortit, et bientôt l'on entendit le glissement du traîneau qui l'emmenait au village; Thadée s'occupa alors de faire les honneurs de la maison à son nouvel ami. La journée était belle; il le conduisit au jardin, dont les sentiers bien découpés, les bordures soignées et les beaux arbres séculaires témoignaient de plus d'attention qu'on n'en accorde d'ordinaire en Pologne, à cette partie des propriétés. Puis tous deux s'en revinrent causer en fumant dans la chambre de Thadée.

Le jeune Oskierko se trouvait dans une disposition d'esprit singulière. Depuis longtemps habitué à ses rêveries silencieuses, à l'examen incessant d'une plume mal fermée, il avait rarement rencontré de distractions puissantes qui eussent le pouvoir de l'y arracher. Mais la gaieté de Witold, son insouciant audace, ses brèves railleries, et cette vigueur de sévé, chez lui, semblaient devoir résister à toutes les angoisses; et à tous les périls, ouvraient de nouvelles perspectives au mélancolique Thadée. Il se sentait revivre et grandir au contact de son intrépide ami. Du reste, c'était une nature toute d'entraînement et de tendresse, et susceptible par conséquent d'une confiance illimitée dans un moment d'épanchement. Voilà ce que me dit Mme Oskierko, en se le-

cidé à révéler à Witold la cause de sa langueur présente et de sa déception passée, tremblant toutefois d'en être raillé ou de n'en être pas compris.

Les deux amis étaient encore dans la chambre de Thadée, où Witold s'amusa à contempler les tentures soyeuses, les figures de marbre, les meubles et brimboles élégants qu'y avait entassés la prévenance maternelle.

« Votre chambre est un véritable appartement de femme, disait Witold en riant, et, lorsque vous serez marié, il n'y aura que bien peu de changements à faire pour y créer un boudoir à l'usage de votre gracieuse épouse.

« J'ai cru longtemps que je ne me marierais jamais, et je ne suis pas encore bien résolu à le faire, répondit Thadée tristement.

« Ah bahl c'est impossible... Etre jeune, beau, riche, libre, et rester vieux garçon!... Ce serait coupable; songez donc à votre pays.

Quelle méchante fée vous avait inspiré ce singulier caprice? Ne serait-ce pas, par hasard, un petit brin de rancune, une résolution farouche à l'adresse de quelque jeune pensionnaire qui vous avait frappé à mort en vous préférant un rival?

« Ce n'était ni de la rancune ni du dépit, Witold; c'était de la tristesse bien amère. Si je savais pas vous faire rire ou ne pas vous endormir, je vous dirais bien cela; mais ne vous ennuie-

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

Le Progrès du Nord nous apporte le compte-rendu d'une réunion électorale qui eut lieu lundi soir à Roubaix, dans les magasins de MM. Courmont frères, rue Nain. Cette réunion était nombreuse. Voici ce qu'en dit le Progrès:

« L'Assemblée a constitué son bureau et nommé président, M. Doleport-Bayez, conseiller général; assesseurs et secrétaire, MM. Ch. Daudet, Achille Scépel et Ch. Junker, conseillers municipaux.

« Le dernier a remercié les assistants d'avoir répondu à son invitation. Il a expliqué le but de la réunion.

« Nous appartenons, a-t-il dit, à ce groupe de républicains qui cherchent, par tous les moyens légaux, l'affermissement d'une forme de gouvernement qui nous assure la paix, la sécurité et qui nous donnera, si les élections du 20 février sont bonnes, l'apaisement des esprits et la prospérité.

« La République, seule, en effet, peut accepter tous les concours dont le mobile est le dévouement à la chose publique, l'honnêteté et le patriotisme.

« Nous vous avons réunis, messieurs, pour arrêter de concert avec vous le choix d'une candidature pour la prochaine élection.

« L'opinion générale nous paraissait désigner M. Deregnaucourt, lequel, en 1872, notre département, par 122,395 voix, a conféré le mandat d'aller à l'Assemblée renforcer la majorité qui a fondé le gouvernement qui divise le moins.

« Plusieurs groupes isolés ont offert la candidature à M. Deregnaucourt, mais il a déclaré qu'il ne l'accepterait que si elle lui était offerte par un groupe assez imposant, assez nombreux pour qu'il puisse être assuré que les démarches qui ont été faites auprès de lui, sont appuyées, confirmées par la majorité de ses concitoyens.

« M. le président offre ensuite la parole aux personnes qui auraient à présenter des objections contre la candidature de M. Deregnaucourt ou qui auraient une candidature autre à proposer.

« Après un long silence, la candidature de M. J. Deregnaucourt est mise aux voix et votée à l'unanimité; à la contre-épreuve aucune main ne s'étant levée.

Ici, nous ouvrons une parenthèse, pour faire remarquer au lecteur que les personnes présentes avaient été invitées à la réunion par lettres personnelles et que leurs noms avaient été choisis et triés par M. Junker. Dans ces conditions l'unanimité qui s'est prononcée en faveur de M. Deregnaucourt n'offre rien de bien étonnant.

En attendant M. Deregnaucourt qu'on s'empresse d'aller prévenir, M. Charles Daudet prononça un petit *speech* dont voici le texte:

« M. Daudet signale les tiraillements qui depuis cinq ans n'ont cessé de se produire entre les pouvoirs publics; il établit que cet état de chose est fineste aux intérêts du pays. Pour que la commune et le département soient bien administrés, pour que l'Etat soit bien gouverné, il faut que l'accord existe entre l'administration municipale et le préfet, entre le préfet et le gouvernement, entre le gouvernement et les Chambres; c'est aux électeurs à faire réagir cette nécessité aux intérêts de la nation; ils attendront ce but en votant dans toutes les élections pour les conservateurs du gouvernement de la République.

« Les bons citoyens doivent se prémunir de peur de la loi pour protéger la liberté électorale, ils doivent résister et flétrir la pression, l'intimidation, la corruption.

« La République doit être faite de convictions, de dévouements, de dignité; il faut rallier les hommes par la persuasion et non par la contrainte; il faut faire la dernière dans les esprits par la discussion. C'est dans ces sentiments et par ces moyens que le 20 février nous obtiendrons une écrasante majorité en faveur de la République, en faveur de notre candidat Jules Deregnaucourt.

M. Daudet nous semble s'avancer beaucoup en promettant à son candidat une « écrasante » majorité; il oublie apparemment que, si M. Deregnaucourt peut et doit compter sur les concours des radicaux et des révolutionnaires, ses votes, pour lesquels il a toujours suivi les inspirations des membres de la gauche la plus extrême, lui ont, depuis longtemps, aliéné les républicains modérés, tous ceux qui pensent, comme le disait jadis M. Thiers, que la « République sera conservatrice ou qu'elle ne sera pas. » Ceux-là donneront leurs suffrages à M. Constantin Descaz, qui a voté la Constitution du 25 février, et qui veut maintenir le gouvernement républicain dans les voies réellement pacifiques, honnêtes et libérales.

Mais nous sommes tout à fait de l'avis de M. Daudet quand il nous dit: « Pour que la commune et le départe-

ment soient bien administrés, pour que l'Etat soit bien gouverné, il faut que l'accord existe entre l'administration municipale et le préfet, entre le préfet et le gouvernement, entre le gouvernement et les Chambres. » Cette observation est très judicieuse, et nous émettons M. Daudet d'avoir aussi clairement exprimé l'une des principales raisons pour lesquelles nous devons énergiquement repousser la candidature de M. Jules Deregnaucourt.

M. Deregnaucourt n'a jamais perdu une occasion de témoigner combien il est hostile au Maréchal de Mac-Mahou et à son gouvernement; si le électeurs roubaixiens le renvoyaient à la Chambre, il poursuivrait certainement son opposition aveugle, injuste, anti-constitutionnelle.

Si le groupe auquel appartient l'honorable candidat arrivait en majorité dans la nouvelle Assemblée, il est bien certain que l'accord ne subsisterait pas longtemps entre le gouvernement et les députés. C'est un danger que M. Daudet signale avec infiniment de raison et de bon sens et que nous nous efforçons d'éviter en appuyant M. C. Descaz, candidat constitutionnel.

Quand M. Daudet eut cessé de parler, on introduisit M. Deregnaucourt. Ici nous laissons de nouveau la parole au Progrès:

M. Jules Deregnaucourt entre dans la salle et est l'objet d'une chaleureuse acclamation. M. le président, au nom de l'Assemblée, lui offre la candidature républicaine aux élections législatives du 20 février prochain.

M. J. Deregnaucourt répond en ces termes: « Messieurs et chers concitoyens, je suis profondément touché de l'honneur que vous me faites en proposant ma candidature aux élections qui vont avoir lieu pour l'Assemblée nationale.

« En 1872, le département du Nord me nomma membre de l'Assemblée qui va finir. Républicain convaincu, mes actes, mes votes ont constamment eu pour but l'établissement du gouvernement de la République qui, seul, peut assurer à notre pays la liberté, l'ordre, la tranquillité dont il a tant besoin pour réparer les désastres causés par une guerre fatale. J'ai voté la Constitution par laquelle la République est devenue l'état légal de la France.

« Je me dis conservateur, et je le suis véritablement, alors que je veux le maintien des institutions existantes, contrairement à nos adversaires, qui, s'affublant de ce titre, ne cherchent qu'à renverser la République pour y substituer une monarchie, et jeter le pays dans des dissensions intestines, qui pourraient causer des malheurs incalculables.

« En m'offrant la candidature vous donnez votre approbation à ma conduite passée, j'en suis fier.

« Si les électeurs me donnent la majorité de leurs suffrages, ils peuvent compter sur mon dévouement absolu à la chose publique et aux intérêts de nos laborieuses populations. En votant pour moi, ce n'est pas à l'homme qu'il faut songer; il faut être dégagé de toute idée personnelle; vos votes iront à un principe: le gouvernement du pays par le pays, à la République.

M. Deregnaucourt tient à nous convaincre qu'il est conservateur et il nous en donne cette preuve: Je suis conservateur, nous dit-il, puisque je veux conserver la République. Et c'est tout! Cela a suffi à l'auditoire réuni lundi chez MM. Courmont, et cela semble suffire à M. Deregnaucourt. Le voilà bien tranquille devant les autres et devant lui-même. Le doute ne doit plus être permis.

M. Deregnaucourt, qui a siégé pendant trois ans au milieu d'une grande Assemblée délibérante, ne saurait pourtant ignorer que la forme du Gouvernement n'est pas la question principale. Elle n'est souvent qu'un moyen, selon les temps et selon les pays. Il y a des principes sociaux, religieux, moraux, politiques, bien autrement importants, que les partis reconnaissent ou qu'ils répudient, et c'est par l'application de ces principes que l'on distingue les conservateurs de ceux qui ne le sont pas.

M. Deregnaucourt ne trouvera aucun homme sérieux, républicain ou monarchiste, pour accepter sa singulière affirmation.

Il a été anti-conservateur dans ses votes; ses doctrines ne sont pas celles d'un conservateur.

Voilà pourquoi nous repoussons sa candidature. ALFRED REBOUX.

Les examens pour le grade de sous-lieutenant dans la réserve de l'armée

rieux point de m'entendre, vous qui ne paraissez pas avoir jamais aimé?

« Si je ne parais pas aimer, c'est que les apparences trompent, dit Witold en riant. Je vous dirai ce que j'aime, tout à l'heure... Mais mon histoire viendra tantôt; voyons la vôtre en attendant. Je vous promets de ne pas rire, et au dénouement, de vous plaindre. Allons, Thadée, et bravement!

Et, encourageant son ami par un regard bienveillant, qui faisait oublier la malice de son sourire, Witold s'étendit sur le sofa, et regarda s'envoler, vers la lampe d'argent, suspendue au plafond, la fumée de son cigare.

« Lorsque je quittai, il y a cinq ans, ma famille et mon pays, pour aller achever ma convalescence en Italie, dit le jeune homme en commençant, je me mis en route avec une profonde tristesse et une sorte de terreur. L'arrêt qui me condamnait à ce voyage était pour moi une véritable sentence de proscription. Je n'avais jamais quitté ce petit coin de terre où tous les visages me souriaient, et le vaste monde que j'allais parcourir me semblait effrayant, hostile, parce qu'il m'était inconnu. Je n'avais encore aimé que ma mère, Dieu, la poésie, et la nature. Tendrez-vous à la faiblesse, pieux jusqu'à l'exaltation, coufant jusqu'à la crédulité, je pouvais me heurter à tout, parce que j'ignorais tout.

« Pourtant, lorsque je fus un peu sorti de l'abattement des premiers jours, ma tristesse se dissipa bien vite. Le changement de scène, de sites, la beauté des pays que je parcourais, et surtout l'amabilité d'impressions particulières à la jeunesse, avaient produit sur mon humeur un changement merveilleux. Quelques-uns de mes goûts les plus prononcés trouvaient aussi à se satisfaire. J'avais toujours eu de grandes dispositions pour le dessin, et en admirant à Venise les sublimes souvenirs qu'y a laissés Véronèse, à Florence les galeries sans rivales du palais Pitti, je me prenais à approfondir les secrets de l'art, et j'étais parfois tenté de m'écrier: Et moi aussi, je suis peintre! Puis je vous l'ai dit déjà, j'étais catholique fervent, et dans ces imposantes cérémonies des vieilles basiliques romaines, dans ces harmonies sacrées des chants et des images, des prières et de l'encens, de la pourpre et des fleurs, je me sentais entraîné vers une extase mystérieuse et douce par une exaltation presqu'extatique.

« Mais, lorsque je fus un peu sorti de l'abattement des premiers jours, ma tristesse se dissipa bien vite. Le changement de scène, de sites, la beauté des pays que je parcourais, et surtout l'amabilité d'impressions particulières à la jeunesse, avaient produit sur mon humeur un changement merveilleux. Quelques-uns de mes goûts les plus prononcés trouvaient aussi à se satisfaire. J'avais toujours eu de grandes dispositions pour le dessin, et en admirant à Venise les sublimes souvenirs qu'y a laissés Véronèse, à Florence les galeries sans rivales du palais Pitti, je me prenais à approfondir les secrets de l'art, et j'étais parfois tenté de m'écrier: Et moi aussi, je suis peintre! Puis je vous l'ai dit déjà, j'étais catholique fervent, et dans ces imposantes cérémonies des vieilles basiliques romaines, dans ces harmonies sacrées des chants et des images, des prières et de l'encens, de la pourpre et des fleurs, je me sentais entraîné vers une extase mystérieuse et douce